

Abolition

SPECIAL ISSUE NPT • 2022



www.abolitiondesarmesnucleaires.org

“Yes First TPNW!”

Lets consider the international campaign that exists right now, known as «No first use», that is a proposal made to nuclear countries to sign a pledge never to use a nuclear bomb first. In all likelihood, this initiative will be put on the table at the Tenth Non-Proliferation Treaty (NPT) Review Conference in August 2022.

This proposal was already made in the 1990s, a decade which saw the end of the Cold War and the indefinite extension of the NPT (which entered into force in 1970). This treaty stipulates in its article VI that nuclear countries commit themselves “in good faith” to the elimination of nuclear weapons “at an early date”.

At that time, a unanimous view emerged amongst nuclear states in favour of a so-called “step by step” policy in which nuclear disarmament was to be pursued with small but real steps towards general nuclear disarmament. Thirty years later, in 2021, and 50 years after the entry into force of the NPT, it is clear that this “step by step” strategy is a sham. The NPT can now be judged harshly as a treaty aimed at perpetuating the nuclear monopoly of dominant, nuclear states having no intention to disarm.

Since January 2021 with the entry into force of the TPNW, the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, the situation has completely changed. We are no longer in the realm of the “step by step”; a really big step has been taken: we now have a context, an international law needing to be respected!

“No first use” is in fact completely obsolete. In the first place, it is about a commitment a country would make outside the framework of any binding treaty. Hence a commitment having no credibility, because nothing is simpler than to go back on a commitment that did not have practical consequences in terms of true disarmament. No country accepted “No first use” in the 1990s except China, and this exception has not

furthered the cause of disarmament agreements. Ultimately, “No first use” corresponds to a desire to give credibility to the NPT and constitutes an invitation not to consider the TPNW as a step forward. In other words, it constitutes a strategy opposed to nuclear disarmament.

For the next conferences in early 2022, the Five-Year Review Conference of the States Parties to the NPT (August 1 to 26 in New York) and also the First Conference of the States Parties to the TPNW (March 22 to 24 in Vienna), a completely different proposal should be put forward: a resolution committing the nuclear powers to consider the TPNW as the new framework for nuclear disarmament. This resolution should specify that nuclear states and their allies:

- 1) accept the principle of nuclear disarmament;
- 2) agree to meet with the States Parties to the TPNW to draft a protocol for the elimination of their arsenals;
- 3) undertake to sign the TPNW «in good faith» and at «an early date» and to eliminate their nuclear weapons accordingly.

“No first use” is a smokescreen policy which must be replaced by a policy of “Yes first TPNW”, to truly initiate nuclear disarmament.

Dominique Lalanne

Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance (AAN) has merged 2 NGOs last year: La Maison de Vigilance (1983) and Stop essais/Armes nucléaires STOP (1989). AAN is a member of Abolition 2000 and ICAN. AAN attends NPT sessions and UN sessions for the Ban Treaty. It is a gathering of activists and more than 20 French NGOs (WILPF-France, Pax Christi, Sortir du nucléaire, Non-violent Movement...). Among other activities, AAN organises each year a Fast from 6 to 9 August, commemorating Hiroshima and Nagasaki and for support of victims of nuclear testing.

Bulletin of Association Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance

Contact : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris • mail : abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr

Member of ICAN, International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, Nobel Peace Prize 2017



« Oui First TIAN ! »

Réfléchissons à la campagne internationale qui existe en ce moment, dite « No first use », c'est-à-dire une proposition aux pays nucléaires de signer un engagement à ne jamais utiliser une bombe nucléaire en premier. Cette initiative sera vraisemblablement mise sur la table lors de la dixième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération (TNP) en août 2022.

Cette proposition a déjà été faite dans les années 1990, décennie qui a vu la fin de la guerre froide et la prolongation indéfinie du TNP (entré en vigueur en 1970). Ce traité stipule dans son article VI que les pays nucléaires s'engagent « de bonne foi » à éliminer les armes nucléaires « à une date rapprochée ».

À cette époque, l'unanimité se formait autour des États nucléaires pour une politique dite de « pas à pas » où le désarmement nucléaire devait se poursuivre par des mesures, petites mais réelles, allant vers un désarmement nucléaire général. Une trentaine d'années plus tard, en 2021, et 50 ans après l'entrée en vigueur du TNP, force est de constater que cette stratégie de « pas à pas » est une imposture. Le TNP peut être maintenant jugé sévèrement comme un traité visant à faire perdurer la situation d'États dominants, nucléaires et voulant le rester.

Depuis janvier 2021 avec l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), la situation est devenue totalement différente. Nous ne sommes plus dans le « pas à pas » ; un vrai grand pas a été franchi : nous avons maintenant un contexte, une loi internationale à respecter !

Le « No first use » est en effet totalement obsolète. En premier lieu il s'agit d'un engagement que prendrait un pays en dehors de tout traité contraignant. Donc sans aucune crédibilité car rien n'est plus simple que de revenir sur un engagement qui n'a pas eu de conséquences pratiques de réel désarmement. Aucun pays n'a accepté le « No first use » dans les années 1990, sauf la Chine et cette exception n'a pas

fait progresser des accords de désarmement. Enfin le « No first use » apparaît comme une volonté de rendre une crédibilité au TNP et une invitation à ne pas considérer le TIAN comme une avancée. Autant dire une stratégie contraire au désarmement nucléaire.

Pour les prochaines conférences de début 2022, la Conférence quinquennale d'examen des États parties du TNP (du 1^{er} au 26 août à New York) et aussi la première Conférence des États parties du TIAN (du 22 au 24 mars à Vienne), c'est une toute autre proposition qu'il faut faire : proposer une résolution qui engage les puissances nucléaires à considérer le TIAN comme le nouveau contexte du désarmement nucléaire. Cette résolution doit préciser que les États nucléaires et leurs alliés :

- 1°) acceptent le principe du désarmement nucléaire ;
- 2°) acceptent de se réunir avec les États parties du TIAN pour rédiger un protocole d'élimination de leurs arsenaux ;
- 3°) s'engagent à signer le TIAN « de bonne foi » et à « une date rapprochée » et à éliminer leurs armes nucléaires en conséquence.

Le « No first use » est une politique de poudre aux yeux et doit être remplacé par une politique de « Oui first TIAN » pour engager réellement un désarmement nucléaire.

Dominique Lalanne

Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance (AAN) est la fusion de la Maison de Vigilance (1983) et Stop essais/Armes nucléaires STOP (1989). AAN est membre de Abolition 2000 et ICAN. C'est un collectif associatif de militants et d'une vingtaine d'associations françaises (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Pax Christi, Sortir du nucléaire, Mouvement pour une alternative non-violente...). Parmi ses activités, AAN organise chaque année un jeûne d'interpellation du 6 au 9 août pour commémorer Hiroshima et Nagasaki et exprimer un soutien aux victimes des essais nucléaires.